



**ARGENTINE**



**D 2043 • Ar3**  
1-15 janvier 1996

## ***Diffusion de l'information sur l'Amérique latine***

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

**MOTS-CLEFS**  
*Rôle des Eglises*  
*Eglise catholique*  
*Épiscopat*  
*Dictature*  
*Répression*  
*Droits de l'homme*

# **LES ÉVÊQUES ARGENTINS EXAMINENT LEUR ACTION PASTORALE PENDANT LES ANNÉES DE LA DICTATURE**

## **Des chrétiens réagissent**

*Dans le cadre d'un document dont l'élaboration devait être terminée au cours de la réunion de la Conférence épiscopale argentine (CEA) au mois de décembre 1995, à San Miguel, les évêques argentins préparent une révision collective du comportement adopté durant la dictature militaire. Le thème doit être traité lors d'une réflexion plus large demandée par le Pape à toute l'Église à l'occasion du Jubilé de l'an 2000. On trouve dans le document*

*préparatoire le contenu de base prévu pour cette déclaration épiscopale. Ce texte a donné lieu à la réaction que l'on pourra lire ci-dessous, parue dans le Boletín Nueva Tierra de novembre 1995 (publication du Centro Nueva Tierra para la promoción social y pastoral, Buenos Aires, Argentine).*

*Nous apprenons, en toute dernière minute, que les évêques argentins ont choisi le silence...*

Un document préliminaire circule actuellement entre nos pasteurs, dans lequel on trouve le contenu de base de la déclaration envisagée. Après avoir considéré l'importance du Jubilé dans sa dimension christologique profonde, le document aborde le thème du rôle de l'Église dans l'histoire argentine, et au chapitre suivant, le thème de l'Église "face aux graves événements qui ont agité le pays depuis la décennie des années soixante".

Il y a quelques mois, suite aux déclarations du chef de l'armée Martín Balza et d'autres personnes, les évêques avaient réclamé du temps pour réfléchir avec plus de calme. Dans un texte intitulé "l'Église et les

droits de l'homme" les évêques abordent le thème soulevé.

Certains paragraphes de ce document contiennent des considérations telles que celle-ci : "comme un héritage de la forte ébullition produite vers le milieu des années soixante, la violence est l'événement le plus douloureux qui marque la décennie suivante. La violence marque l'apparition d'un autre facteur : la peur (...) Nombreux étaient ceux qui savaient, ceux qui connaissaient ce qui se passait, d'où partait la violence, l'absence de clémence et de justice, mais qui se sentaient impuissants ou dépourvus de moyens et d'appui, ou paralysés par la peur, tandis que d'autres qui se trou-

vent liés par des subtiles complicités inavouées dans le mal, gardent le silence (...) Le pays affronte sans issue apparente la violence systématique et aveugle de la subversion et la violence sans contrôle ni limite du pouvoir, sans que ni les uns ni les autres ne se révèlent prêts à revoir leur méthodes. L'histoire a montré à l'évidence que, d'un côté, la guérilla a cherché à commettre non seulement des actes isolés de désordre, de violence et des assassinats, mais qu'elle avait un plan idéologique et subversif de prise de pouvoir dans notre pays ; d'un autre côté, les forces de la répression ont non seulement permis des excès dans le cadre de la légitime défense, mais, bien plus,

inspirés par la doctrine de la sécurité nationale, elles ont mis en oeuvre un système de mort et d'extermination (...) Nous évêques, nous avons fait connaître nos exigences en matière de respect de la justice, de reconnaissance de la dignité des hommes, de la cessation de la violence, de conciliation et du rôle majeur à accorder au bon sens et à la réflexion (...) Nous reconnaissons que nous sommes pas parvenus à mesurer la gravité du mal qui s'attaquait au corps social (...) nous avons péché par manque de réalisme (...)

Le document qui sert de base aux évêques réduit la société argentine à deux fronts "la guérilla" et "le pouvoir", en prenant nouvellement en compte la théorie des "deux démons" - comme si toutes les victimes de la violence, les assassinés, exilés, torturés et disparus au temps de la dictature avaient seulement été des subversifs aveuglés par la violence, ou les agents d'un pouvoir répressif plus ou moins "abstrait", comme s'il n'y avait pas eu mort de multitude de militants sociaux et politiques, y compris leurs familles et leurs enfants, etc. Bien plus, le document omet toute référence à l'analyse des situations terribles d'injustice qui étaient à la racine de la violence. D'un autre côté, à aucun moment n'est nommé "l'option pour

les pauvres". De même, il est suggéré que les références à Medellin, faites par endroits dans le document de San Miguel, ne pouvaient pas être mises en pratique dans le contexte de l'époque. De même, on reconnaît "qu'il a existé des chrétiens, hommes et femmes, membres du clergé séculier, religieux, religieuses et membres de l'épiscopat qui ont donné individuellement un témoignage personnel, parfois héroïque (...) quand cela impliquait l'insécurité et le risque physique". Mais, une fois de plus, nos pasteurs oublient, entre autres choses, leur frère en épiscopat Enrique Angelelli, martyr (mot qui n'existe pas dans le document), assassiné par la dictature<sup>1</sup>. Et tous ces autres chrétiens qui sont morts assassinés par le pouvoir militaire. Une fois de plus, en matière de révision, c'est le silence.

Dans un autre passage, ils ajoutent : "lorsqu'on examine notre présence dans l'histoire des vingt dernières années, il n'est pas vérifié que nous ayons toujours su être clairvoyants, que nous ayons offert le témoignage d'abnégation personnelle que Jésus-Christ réclame".

Nous nous demandons : cette révision n'est-elle pas pour les évêques et l'É-

glise une occasion de parler clairement, pour donner un témoignage ? Pour cela, nous invitons toutes les communautés, paroisses, organisations à réfléchir ces jours-ci sur ces thèmes. Et qu'elles fassent connaître publiquement leur sentiment. Qu'elles en discutent dans les paroisses et les diocèses, qu'elles le fassent connaître dans leurs localités, qu'elles élèvent leur voix de peuple de Dieu, bien qu'elles ne soient qu'un "petit troupeau", qu'il n'y ait pas de crainte mais la maturité suffisante pour voir l'histoire avec humilité et amour, mais aussi avec courage et vérité. Comme Église-Peuple de Dieu, accompagnons nos évêques dans la réflexion. Mais encourageons-les, encourageons-nous à marcher ensemble dans la vérité. Notre foi ne nous permet pas des demi-vérités face à l'histoire. Animer un débat et un dialogue avec maturité dans l'Église argentine est une responsabilité de toute l'Église, que les laïcs doivent être les premiers à assumer pleinement.

*Traduction DIAL. En cas de reproduction, mentionner la source DIAL*

1 - Voir DIAL 1141 (NdT)



Directeur de la publication : Alain Durand

Imprimerie des Monts du Lyonnais - Commission paritaire de presse : 56249

**DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 72 77 00 26 • Fax 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.gn.apc.org.**

Abonnement annuel : France 395 F • Europe 440 F • Avion Amérique latine 500 F • USA-Canada-Afrique 490 F • Prix d'un dossier : 6 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris  
Tél. (1) 43 37 87 14 - Fax (1) 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176, rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. (1) 44 18 60 50  
Fax (1) 45 55 28 13.